

La réforme aveugle et agressive fracasse l'hôpital public

Écrit par amassei | lundi 7 novembre 2016 08:58 | Imprimer



CGT et FO Santé 04 lancent un appel commun à la mobilisation, mardi à 11h00, à Digne. N.V. L'utilisation de l'article, la reproduction, la diffusion est interdite - LMRS - (c) Copyright Journal La Marseillaise

A l'appel des syndicats Sud, CGT et FO, les personnels de l'hôpital public seront dans la rue mardi. Pour le département la mobilisation s'organise à Digne-les-Bains, à 11h, aux portes de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence

Les Unions départementales CGT et FO Santé des Alpes de Haute-Provence s'engagent dans la mobilisation nationale du 8 novembre avec un appel à la grève des hôpitaux publics, des établissements sanitaires et médico-sociaux publics et privés.

Les deux organisations syndicales lancent un appel commun au rassemblement mardi, à 11h00, à Digne, devant la Préfecture où une délégation devrait s'entretenir avec le représentant de l'État.

Avec la mise en application du GHT (Groupement hospitalier de territoire), le malaise grandit au sein des hôpitaux de Manosque et de Digne. Pour les représentants syndicaux, sous couvert de mutualisation et de Projet médical partagé, c'est bien une fusion entre les deux hôpitaux du département qui se profile. De regroupement en regroupement, le GHT en est l'étape ultime.

« Stopper cette machine de guerre »

Une fusion qui ne dit pas son nom mais qui poursuit son œuvre de dégradation, d'ores et déjà alarmante, des conditions de travail et du service aux usagers. C'est un nouveau coup porté à l'accès aux soins, d'un niveau particulièrement faible dans ce département. « La logique de rentabilité se fracasse sur la logique des soins », se désole un infirmier anesthésiste (CGT). « Nous allons droit vers la privatisation du système de santé », alerte Cédric Volait, représentant CGT Santé 04.

Pour les syndicats il s'agit de stopper « cette machine de guerre, cette casse du service public, catastrophique pour les personnels comme pour les usagers ».



Première annonce, la suppression de 23 postes à l'hôpital de Digne dans une situation déjà très tendue. « Le personnel subit des rappels incessants sur ses congés et les cumuls de temps épargne explosent », situe Gisèle Adoue, représentante FO Santé 04.

Ce sont aussi des changements intempestifs de services, une mobilité qui devra bientôt s'exercer, sans compensation, entre deux établissements éloignés de 50 kilomètres. « Le personnel s'épuise avec le sentiment d'une maltraitance institutionnalisée envers les patients. »

Réorganisations sans précédent et management agressif

Les représentants syndicaux précisent que le pire de la souffrance au travail concerne les Ehpad (Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), où la notion de service public n'a plus cours.

« Des directeurs contractuels procèdent à des réorganisations sans précédent, gèrent leur personnel avec des méthodes de management très agressives et font de plus en plus appel à des contrats de droit privé... », explique Cédric Volait.

La mobilisation de mardi, exposent les syndicalistes, « est le point de départ du processus de la lutte. C'est une riposte globale à une attaque globale qui vise à casser tous les acquis mis en place par le Conseil national de la Résistance ». La finalité de l'action, qui se décline dans chaque département, est de bloquer la mise en place des GHT, d'obtenir l'abrogation de la loi Santé : « L'arrêt des projets nocifs purement comptables allant à l'encontre des personnels et des usagers », qui programment la suppression de 16 000 lits et de 22 000 postes dans la Fonction publique hospitalière.

Nadia Ventre